

Conférence de presse de début d'année du 3 janvier 2024

Le ras-le-bol des familles paysannes

Discours de Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)

L'oratrice et l'orateur précédents ont expliqué pourquoi nous envisageons l'année 2024 avec beaucoup d'inquiétude. La situation économique des exploitations agricoles est très tendue et les revenus déjà faibles continuent de baisser. La vente des denrées alimentaires auxquelles la production respectueuse de l'environnement ou des animaux confère une valeur ajoutée a du plomb dans l'aile. À une époque où tout se renchérit, les Suissesses et les Suisses semblent économiser en premier lieu sur la nourriture. Dès qu'il faut regarder à la dépense, les valeurs personnelles passent au second plan : une réalité que je ne critique pas, car j'ai une certaine compréhension. Cependant, la politique, les acheteurs et la population devraient aussi prendre cette réalité en compte lorsqu'ils posent leurs exigences élevées à l'agriculture.

Il n'est pas non plus possible de vouloir augmenter année après année les conditions d'obtention des paiements directs, puis réduire l'indemnisation correspondante au lieu de l'augmenter dans le budget. La précarité de la situation financière que connaissent de nombreuses exploitations fait croître la frustration et baisser la motivation de continuer à s'engager dans les domaines du bien-être animal, du climat ou de la biodiversité. Tout le monde ne peut pas se permettre de faire plus que le strict nécessaire. En outre, ignorer systématiquement les succès et les améliorations ainsi que les conflits d'objectifs existants ne mène nulle part. Pourquoi dès lors faire des efforts si c'est pour être critiqué à la fin ? Il serait beaucoup plus facile de proposer d'autres améliorations s'il y avait un retour positif de temps en temps. À l'heure actuelle, la plupart des exploitations agricoles sont plutôt désabusées. De nombreux objectifs sont contradictoires : davantage de bien-être animal s'accompagne de davantage d'émissions de gaz à effet de serre et de coûts plus élevés ; une détention moindre d'animaux de rente est avant tout synonyme d'une augmentation des importations de denrées alimentaires d'origine animale et d'une exportation d'un impact environnemental encore bien plus important. En effet, ce n'est pas comme si la viande de poulet ou de porc et les œufs n'étaient pas demandés.

Nous rencontrons aussi cette problématique dans les revendications des associations environnementales et des auteurs de l'initiative biodiversité. Avant Noël, Pro Natura a publié un communiqué de presse sur la biodiversité. L'organisation y demande de protéger 30 % de la surface du pays au profit de la biodiversité. Par « surface », elle entend des réserves naturelles délimitées de manière fixe. Elle estime que les surfaces suffisamment protégées n'occupent que 8 % du territoire suisse. Suivant cette estimation, il manque à la Suisse 22 % pour répondre à l'exigence, soit 880 000 ha. Or, la surface agricole utile du pays s'élève à un million d'hectares au total. C'est à se demander si l'objectif de la Suisse ne doit pas être d'abandonner complètement son agriculture, de créer une grande réserve naturelle en dehors des villes et des zones déjà construites, et d'importer toute sa nourriture, sachant que, globalement, les terres agricoles suffisent à peine aujourd'hui.

Ces derniers temps, nous avons reçu de nombreux appels et courriels d'agricultrices et d'agriculteurs. Tous disaient presque la même chose : quoi que nous fassions, ce n'est jamais assez. Même les chefs d'exploitations ayant d'ordinaire une attitude positive en ont ras-le-bol. Nous devons renouer avec la confiance en l'agriculture et la clairvoyance quant aux réalités du marché. En fin de compte, les exploitations agricoles doivent pouvoir vivre de leur travail et dépendent à cet effet des surfaces pour les cultures végétales. Elles doivent aussi avoir droit à une part équitable de la création de valeur. C'est pourquoi nous attendons de nos partenaires commerciaux de meilleurs prix à la production en 2024. L'augmentation des prix en magasin doit être répercutée de manière adéquate sur l'agriculture.